

ENQUÊTE DÉMOCRATIE EN SANTÉ (2025)

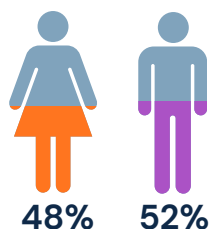
CRSA ET CTS NOUVELLE-AQUITAINE

FAIRE VIVRE LA DÉMOCRATIE EN SANTÉ : DONNONS LA PAROLE AUX MEMBRES

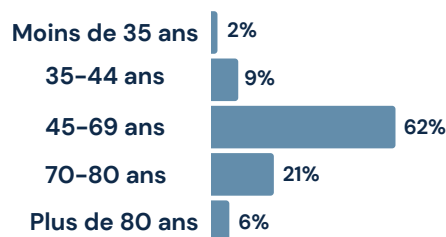
L'enquête a recueilli **172 réponses**, avec 46 réponses incomplètes, c'est-à-dire des répondants qui n'ont pas traité l'ensemble des questions. Afin de maximiser l'exploitation des données, toutes les réponses disponibles ont été retenues, question par question. Le taux de réponse est de **22 % pour la CRSA** (66 répondants sur 305 sièges pourvus) et de **14 % pour les CTS** (135 répondants sur 976 sièges pourvus), calculés à partir des arrêtés de nomination de l'ARS (disponibles au 1er août 2025). Ces taux ne sont pas strictement comparables, certains répondants siégeant à la fois en CRSA et en CTS.

Profil des répondants

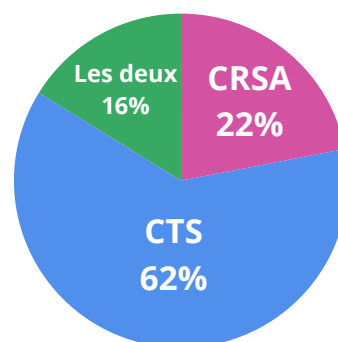
Genre



Âge



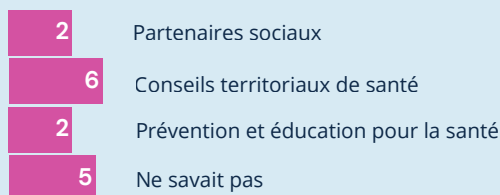
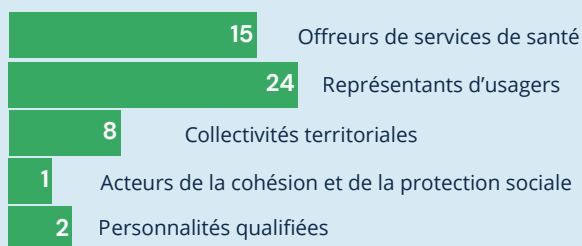
Instance d'appartenance



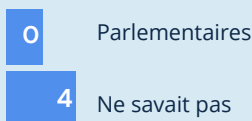
*Le taux de réponse (calculé en proportion au nombre de sièges pourvus) est de 22% pour la CRSA et 14% pour les CTS

Le profil des répondants reflète une participation relativement **équilibrée** entre **femmes (48 %)** et **hommes (52 %)**. Les tranches d'âge montrent une représentation majoritaire des **45-69 ans**, qui constituent **62 %** de l'échantillon, suivis des **70-80 ans (21 %)**. Les moins de 35 ans restent très peu présents. La grande majorité des répondants appartiennent aux **CTS (62 %)**, tandis que **22 % siègent à la CRSA**. Parmi eux, **16 % déclarent siéger dans les deux instances**. En valeur absolue, les répondants CTS sont donc plus nombreux, ce qui reflète aussi la taille plus importante de cette instance, tandis que la participation relative apparaît plus élevée au sein de la CRSA.

Collège CRSA

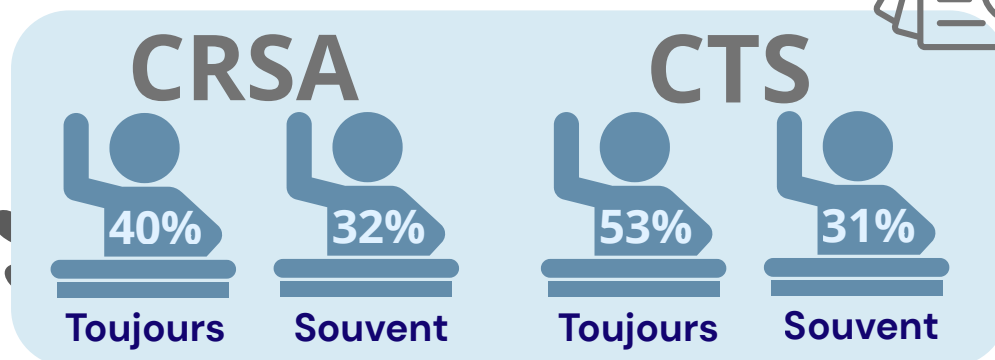


Collège CTS



La répartition des réponses par collèges est relativement **hétérogène**. Les **offreurs de soins et les représentants des usagers**, plus nombreux au sein des instances, sont aussi les plus mobilisés dans le questionnaire : **15 et 24 répondants à la CRSA, contre 58 et 46 dans les CTS**. À l'inverse, le collège des parlementaires dans les CTS n'a recueilli aucune réponse. Par ailleurs, **9 répondants indiquent ne pas connaître leur collège d'appartenance** au moment de répondre, ce qui interroge la lisibilité des rôles au sein des instances.

Participation



Une grande partie des membres à la CRSA ou en CTS déclarent participer toujours ou souvent aux réunions (assemblées plénières, commissions spécialisées etc.) de leur instance.

40 % des répondants ont contribué à des groupes de travail spécifiques et **51 % à l'élaboration d'un document**, dont 63% via des temps réglementaires et 28 % via la mobilisation de leur réseau professionnel ou associatif.

La majorité des répondants se déclarent à l'aise pour s'exprimer à l'oral (81%).

Les participants ont pu choisir parmi une liste, les 4 facteurs qui selon eux **favorisent leur participation, freinent leur participation**, et **ceux qui sont susceptibles d'améliorer celle-ci**.



Les principaux facteurs favorisant la participation sont l'intérêt pour les sujets (52%), le sentiment d'utilité (43%), la compatibilité des horaires (42%) et la clarté de l'ordre du jour (39 %).

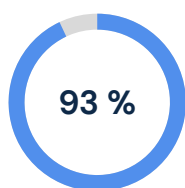


Les freins identifiés concernent principalement le manque de temps et les contraintes professionnelles (51 % chacun). Le sentiment d'inutilité (39%) revient fréquemment également, ainsi que des aspects organisationnels et technocratiques des réunions (31%).

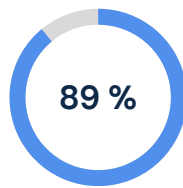


Les leviers les plus cités pour améliorer la participation sont une meilleure prise en compte des avis (39%), une consultation en amont des décisions (37 %), une plus grande souplesse dans l'organisation des réunions (36%) et un temps de formation (34%).

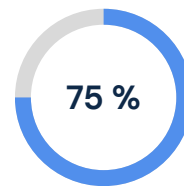
Légitimité et valorisation



des répondants se sentent légitimes pour représenter leur collège



des répondants se sentent légitimes à contribuer aux travaux collectifs des instances



des répondants tirent un sentiment d'utilité personnelle de leur engagement

Les données montrent un sentiment de légitimité très largement partagé : la plupart des membres se sentent à la fois représentatifs de leur collège et légitimes pour contribuer aux travaux.

Utilité et impact perçu

52 %

déclarent que les travaux de leur instance ont rarement un impact sur les décisions prises par l'ARS

39 %

estiment que les travaux ont souvent un impact sur les décisions de l'ARS

46 %

à la CRSA et dans les CTS déclarent ne pas savoir s'ils ont déjà observé des suites concrètes après un avis ou une recommandation



71% des membres estiment que leur participation permet de relayer les préoccupations de leur territoire ou structure



49% déclarent un effet positif sur leurs pratiques professionnelles, mais moins de la moitié perçoivent un impact sur leur structure d'origine. **Impacts principaux cités** : renforcement des liens avec d'autres acteurs (64%), relais des enjeux de la structure (61%), meilleure compréhension des politiques de santé (60%), valorisation externe (42%).



52% estiment que leur participation permettent de prendre en compte les besoins de la population



65 % connaissent le droit d'autosaisine, et 91% de ceux-ci jugent le dispositif utile.

Accompagnement et formation

87 %

déclarent ne pas avoir reçu de formation ou d'accompagnement en lien avec leur rôle en CRSA ou CTS.

Parmi les personnes non formées, 61 % déclarent qu'une formation les aurait intéressées, tandis que 38 % n'en ressentent pas le besoin. Les besoins identifiés portent essentiellement sur :

- Comprendre le fonctionnement des instances (64 %)
- Mieux articuler la participation avec le rôle professionnel ou associatif (56 %)
- Mieux comprendre les enjeux de santé publique (43 %)
- Savoir formuler un avis ou une recommandation (40 %)



Connaissance de l'association

Moins de la moitié des répondants déclarent connaître l'association (**44%**). **56%** ne la connaissaient pas avant de remplir le questionnaire

Pour ceux qui en avaient connaissance, ils l'ont découvert :

- La grande majorité (73 %) l'ont découverte lors d'une réunion de l'instance
 - 15 % par l'ARS
 - 5 % via un autre membre
 - 3 % via un mail ou une lettre d'information



Que disent les membres ?

Plusieurs temps d'échange ont été organisés afin de recueillir l'avis des membres sur le fonctionnement des instances et leur expérience de participation. Une première discussion a été menée avec le groupe dédié à l'élaboration du questionnaire pour échanger autour des premières analyses des résultats d'enquête. Par la suite, deux visioconférences ont été proposées pour présenter les résultats de l'enquête. Ces temps ont donné lieu à des échanges nourris, ponctués de questions, de remarques et de partages d'expériences.

Dans l'ensemble, les membres se montrent investis et attachés aux instances, qu'ils considèrent comme de véritables espaces de concertation. La majorité exprime un sentiment de légitimité à y siéger et y trouve un intérêt personnel, bien que la mobilisation reste variable selon les collègues. Les discussions issues des temps collectifs et des entretiens individuels font néanmoins émerger une tension centrale : si l'engagement est réel, le sentiment d'impact demeure limité. Ce décalage s'explique notamment par un manque de transparence sur l'usage des avis formulés et une prise en compte jugée insuffisante des contributions. Des incompréhensions persistent également quant au rôle réel de la démocratie en santé, tiraillée entre une vision participative portée par les membres et une approche plus consultative incarnée par l'ARS. Enfin, un besoin fort de formation et d'accompagnement est exprimé, afin de mieux comprendre les processus institutionnels et de renforcer les capacités d'action des membres.

Cette enquête, ainsi que les échanges qu'elle a suscités, constituera une porte d'entrée essentielle pour nourrir les réflexions lors de la Journée Démocratie en Santé, prévue le 4 décembre 2025. Ce rendez-vous, pensé comme un temps fort de dialogue, de partage d'expériences et de co-construction au travers d'un format de conférence inversée, réunira les membres des instances, les représentants institutionnels, les acteurs de terrain, les professionnels de santé et les citoyens engagés. Il s'agira d'un moment privilégié pour croiser les regards, confronter les pratiques et faire émerger des propositions concrètes en réponse aux enjeux soulevés par l'enquête.

À R E T E N I R :

- Une forte légitimité ressentie
- Un engagement réel mais inégal
- Un sentiment d'utilité mitigé
- Des difficultés sur l'impact
- Une participation marquée des générations plus âgées
- Une prédominance des CTS parmi les répondants : en valeur absolue, mais une participation relative plus forte du côté de la CRSA
- Un besoin de formation important